

Le populisme italien de Giulio Andreotti à Beppe Grillo

Si l'on s'en tient à l'Italie républicaine, tous les leaders ou presque des partis traditionnels ont été qualifiés, à un moment donné de leur trajectoire, de populistes. À chaque fois, l'intention fut la même : démontrer que l'adversaire entretient avec le peuple un rapport biaisé, fait de rouerie et de tromperie. Mais au cours des plus de soixante années d'histoire républicaine, de Giulio Andreotti à Silvio Berlusconi, en passant par Francesco Cossiga, la notion de populisme a recouvert des acceptions radicalement différentes. À l'orée d'une troisième République en gestation, l'Italie connaît aujourd'hui une crise de système majeure, que mettent parfaitement en exergue le populisme de Beppe Grillo et l'apolitisme montien. Derrière d'apparentes querelles sémantiques se joue toutefois l'avenir démocratique du pays.

GIUSEPPE SANTOLIVIDO

Évoquer le populisme en politique italienne revient, en quelque sorte, à pratiquer le célèbre *jeu de l'allumette* que l'on doit se passer l'un l'autre en évitant de l'éteindre. Peu importe la culpabilité réelle, les participants sont tous également soupçonnés d'avoir commis le méfait dont on cherche à découvrir le responsable. *In fine*, seul celui qui fera mourir la flamme endossera la faute. Si l'on s'en tient à l'Italie républicaine, tous les leaders ou presque des partis traditionnels ont en effet été qualifiés, à un moment donné de leur trajectoire, de *populistes*. Sous la première République (1948-1994), nous citerons les exemples des démocrates-chrétiens Giulio Andreotti¹ et Ciriaco De Mita, du radical Marco Pannella, du néofasciste Pino Rauti ou des leaders socialiste Bettino Craxi et communiste Achille Occhetto². De même, sous la deuxième République (1994-2011), en plus des cas éclatants de Silvio Berlusconi et Umberto Bossi,

1 Voir Franco Massimo, *Andreotti*, Mondadori, 2008.

2 Voir Flores d'Arcais Paolo, *Il populismo italiano*, Aliberti, 2011.

Gianfranco Fini³, Beppe Grillo⁴, Antonio Di Pietro⁵, Nichi Vendola⁶ ou encore Matteo Renzi⁷ ont eux aussi été sujets aux mêmes reproches.

L'accusation transcende donc clairement les clivages partisans: est considéré populiste celui qui est accusé de l'être. Quant à la portée sémantique du terme, dans un système démocratique au sein duquel le peuple est l'unique source légitime de pouvoir, l'intention de l'acteur politique qualifiant son adversaire de *populiste* est de démontrer que celui-ci cultive avec ledit peuple un rapport biaisé, fait de rouerie et de tromperie. Dans ce sens est accusé (par ses pairs) de pratiquer le populisme l'élu (ou le candidat) qui simplifie à l'extrême les enjeux réels de la gestion publique (ou qui transforme des enjeux politiques secondaires en enjeux essentiels), enjeux par nature complexes et peu susceptibles d'être appréhendés par un électeur mal informé. Ainsi, le populiste susciterait l'adhésion à son message sans nécessairement entretenir de lien de dépendance avéré entre le *logos* (la parole) et le *prattein* (l'agir).

LES VARIANTES POPULISTES: SOPHISTIQUE ET DÉMAGOGIE

D'un point de vue empirique, nous pouvons relever une différence d'approche assez nette entre les deux époques républicaines. À l'image des accusations portées à un Giulio Andreotti ou à un Achille Occhetto sous la première République, le populiste se voyait alors reprocher d'entretenir avec son électeur une dialectique proche de la sophistique. L'époque était à l'antagonisme idéologique, qu'il fût communiste ou clérical. Les écoles de pensée en vigueur reposaient sur des visions du monde simplifiées, inconciliables⁸ et réciproquement diabolisées (pour faire bref: Moscou contre le Saint-Siège). Et si, de prime abord, les grands leaders charismatiques ne semblaient pas être de mode, cette appréhension de la vie politique italienne de l'époque se révèle

3 Ancien dauphin de Silvio Berlusconi, Gianfranco Fini est aujourd'hui président de la Chambre des députés. Anciennement leader du Mouvement social italien, parti ouvertement néofasciste, et bien qu'ayant effectué, en 1994, une mue démocratique, M. Fini est encore régulièrement qualifié de « populiste de droite » par ses adversaires politiques.

4 Nous reviendrons ultérieurement sur le cas du fondateur du Mouvement 5 étoiles.

5 Antonio Di Pietro est ancien magistrat, symbole de l'Opération mains propres qui décima, au début des années 1990, une classe politique italienne minée par la corruption. M. Di Pietro a fondé, en 2000, l'Italie des valeurs, mouvement proche du centre-gauche. Depuis son irruption sur la scène politique, il est régulièrement taxé de populiste par ses adversaires de centre-droite et par ses anciens alliés du centre-gauche, avec lesquels il a aujourd'hui pris ses distances.

6 Nichi Vendola est un homme politique d'obédience communiste. Il a créé, en 2009, le mouvement Gauche, Écologie et Liberté. Il est actuellement président de la région des Pouilles. Lui aussi est régulièrement accusé de s'adonner au populisme.

7 Matteo Renzi est la figure émergente du Parti démocrate, principal parti du centre gauche, dont il brigue le mandat de secrétaire général. Ayant fait du changement générationnel un des points forts de son programme, il devient en 2004, à l'âge de vingt-neuf ans, président de la province de Florence. Il deviendra maire de la cité florentine en 2009. L'épithète populiste est souvent accolé à son nom par les membres des deux coalitions.

8 Voir les débats de l'époque sur l'impossibilité culturelle d'appliquer un compromis historique visant à associer les deux blocs dans un exécutif commun.

trompeuse. Le système partocratique reposait en effet sur une série de potentats locaux quadrillant à la perfection l'ensemble du territoire. Ils entretenaient avec leur électorat des liens fortement *clientélisés*. Il s'agissait d'un populisme de réseau, parfaitement ancré sur le territoire, reposant sur des piliers sociaux idéologiquement construits et qu'une longue et diffuse pratique d'amoralité, de corruption et de collusion avec les milieux affairistes fera provisoirement implorer sous l'impulsion de l'Opération mains propres. Ce n'est que sous la deuxième République qu'apparaîtront les nouveaux tribuns de la plèbe⁹, héritiers d'un populisme plus démagogique. Les Berlusconi, Bossi et autres Di Pietro seront régulièrement incriminés pour leur manière de mener (*agôgê*) le peuple (*dêmos*) sur des voies de traverse. Pour la simplification abusive de leur message. Pour la formulation de promesses irréalisables, rendues audibles par le seul biais de leurs capacités oratoires. Ou, encore, pour leur mode d'exalter les sentiments au détriment de la raison. Dans ce cadre, le populisme du *dêmagôgos*, du meneur de peuple, est bien plus éclatant que la sombre sophistique andreottienne ou craxienne.

D'un point de vue symbolique, le passage de témoin entre le populisme de réseau de la première République et sa version plus éclatante post *Mani pulite* semble s'être produit le 25 avril 1991. Ce jour-là, Francesco Cossiga, figure historique de la Démocratie chrétienne, rend publique sa décision de démissionner de sa fonction de président de la République. Il choisit de le faire par le biais d'un discours télévisé. Il entend s'adresser *en droite ligne* au peuple italien, même si, précise-t-il en prélude à son allocution, un mince écran de verre le sépare de ses auditeurs. Dans ce qui demeurera sa dernière intervention en tant que chef de l'État, diffusée en simultané sur toutes les chaînes de télévision, Cossiga apostrophera directement les Italiens à soixante-quatre reprises, en utilisant l'occurrence *vous*. Les termes *gens* et *peuple* apparaîtront chacun à onze reprises. *Vous, le peuple, n'êtes pas une abstraction, précisera-t-il avec emphase, mais bien des individus concrets avec vos peurs, vos douleurs, vos peines. Il est temps pour vous de faire réellement entendre votre voix, par votre vote, et qu'elle soit correctement prise en compte.* Dans les jours qui suivent, nombreux seront les observateurs à qualifier le discours présidentiel de manifeste du *néopopulisme italien*¹⁰, annonciateur d'une version vidéocratique du populisme, d'un nouveau modèle de communication et d'action politiques¹¹. C'est dans ce sillon que s'inscriront les succès électoraux de la Ligue du Nord et, ensuite, de Forza Italia¹². Dès leur irruption sur la scène politique, Umberto Bossi et Silvio Berlusconi seront en effet aussitôt taxés de populistes *cossiguiens*. Ils ne seront cependant pas les seuls au cours des dix-sept années de vie de la deuxième République.

9 Rappelons que dans la Rome antique, la fonction de tribun de la plèbe était tenue pour sacrée. Les tribuns pouvaient se prévaloir de la *sacrosanctitas*, sorte d'immunité qui les rendait politiquement inviolables.

10 Voir l'excellent article sur le sujet de Luigi Manconi dans *l'Unità* du 13 décembre 1991.

11 Voir l'analyse de Beniamino Placido dans *l'Unità* du 12 novembre 1991.

12 Forza Italia est le parti politique fondé en 1994 par Silvio Berlusconi.

LE CRÉPUSCULE DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

Toujours est-il qu'une longue série d'affaires juridico-politiques, une crise économique sans précédent et un profond sentiment d'entropie représentative¹³ conduiront à un nouveau changement de régime¹⁴. L'avènement de Mario Monti à la tête du gouvernement transalpin est considéré comme marquant le début d'une période de transition entre la deuxième et la troisième République, transition dont l'échéance devrait coïncider avec la tenue de nouvelles élections législatives au printemps 2013, suivies de la désignation d'un nouveau président de la République.

Or, de prime abord, s'il est impossible de prévoir l'architecture institutionnelle sur laquelle reposera la nouvelle ère, les deux phénomènes marquants de cette transition — le gouvernement des techniciens et l'affirmation électorale du Mouvement 5 étoiles — se caractérisent par un trait commun : la remise en cause de la pertinence politique de la représentativité électorale classique. L'absence d'imputabilité des décisions politiques, l'impossibilité d'un retrait réel de la délégation de pouvoir (liée, essentiellement, au cumul des mandats et à leur non-limitation dans le temps¹⁵) ont, en effet, fortement érodé la confiance en un système représentatif qui peine à intégrer en son sein les attentes citoyennes. Le suffrage universel ne semble plus qu'un arbitrage entre des revendications concurrentielles, conflictuelles, et s'il conserve sa force de légitimation juridique, il semble avoir durablement perdu de sa justification morale¹⁶. Par ailleurs, le système des listes bloquées¹⁷ instauré en 2005 par le gouvernement Berlusconi a vidé de son contenu le principe même de l'identification entre l'électeur et son représentant institutionnel. La compétition électorale reposant sur une offre politique plus ou moins variée en fonction des époques, et donc sur une logique consumériste, semble donc désormais plongée dans une ère crépusculaire.

MARIO MONTI: L'A-POPULISME

Or, pour répondre à cette crise systémique majeure, l'échiquier politique italien semble rejouer un classique de la théorie politique : le gouvernement des élites, incarné par l'exécutif de Mario Monti, contre la volonté de réap-

13 L'entropie représentative est, selon Pierre Rosanvallon, une dégradation du lien de représentativité unissant l'élus et son électeur.

14 D'autres causes expliquent également le crépuscule de la deuxième République. Tel n'est cependant pas le propos de cet article.

15 Lors des enquêtes qualitatives menées sur le sujet, les griefs les plus communément formulés par les sondés étaient : 1. « Quel que soit mon vote, les mêmes élus reviennent à tous les niveaux de pouvoirs. » 2. « Quelles que soient leurs erreurs ou les fraudes qu'ils commettent, jamais les élus ne rendent réellement compte de leurs actes. » Source : Istat.

16 Rosanvallon Pierre, *La légitimité démocratique*, Seuil, 2008.

17 Dans le système des listes bloquées, l'électeur peut uniquement porter son suffrage sur les listes présentées par les partis. Il lui est impossible d'exprimer une préférence individuelle. L'élection dépend donc exclusivement de la manière dont les instances des partis ont élaboré les listes de candidats.

appropriation sociale de l'action politique imaginée par Beppe Grillo. Les deux phénomènes se nourrissent l'un l'autre sur fond d'échec de la démocratie représentative : la peur d'un gouvernement d'experts froids et cyniques alimente le vote en faveur du peuple ; la crainte d'un amateurisme ravageur en période de crise aiguë conduit à vouloir s'en remettre au savoir rassurant des technocrates. La légitimité (politique et non pas juridique) du gouvernement Monti repose exclusivement sur sa compétence. Le bienfondé de ses décisions se mesure au regard de considérations techniques et idéologiques¹⁸. Elles s'imposent aux gouvernés en vertu de leur efficacité supposée à endiguer les assauts des marchés financiers. Mais aussi de leur conformité aux prescrits idéologiques des institutions financières et politiques supranationales. Aucune forme de justification sociale n'est recherchée. L'efficacité vaut équité.

Le gouvernement des experts ne masque d'ailleurs pas son agacement à l'égard des considérations populistes des partis politiques et des syndicats¹⁹. Il dénonce la lenteur excessive des procédures d'adoption des textes législatifs²⁰, le rythme institutionnel inadapté à la gravité de la situation. Entre novembre 2011 et février 2012, Mario Monti posera à huit reprises la question de confiance au Parlement afin de neutraliser le débat parlementaire entre les partis. Toujours dans un souci d'efficacité, il fera également part de son souhait d'éviter aux ministres chargés de négocier au sein des instances européennes les palabres du Parlement national²¹. L'idée est donc bien, dans la continuité des théories élitistes de la seconde moitié du siècle dernier, d'opposer la recherche d'une définition sociale du bien commun — et donc d'un encadrement sociétal de l'action politique — à un exercice autonomisé de la gestion publique sur la base de la compétence.

Les messages implicites de Mario Monti sont les suivants : premièrement, l'opinion publique est irrationnelle et mal informée des subtilités économiques nécessaires à l'endiguement de la crise. Deuxièmement, dans une logique d'offre partisane consumériste, la vocation des partis est de flatter la masse mal informée. Enfin, la solution passe donc inévitablement par le jugement éclairé des *magistrats excellents* (au sens aristotélicien du terme). Si le populisme renvoie étymologiquement à l'idée du peuple en tant que source de légitimité, nous sommes donc bien, en l'occurrence, dans une logique radicalement *a-populiste*.

18 M. Monti fera à de très nombreuses reprises référence, pour justifier les mesures de rigueur prises par son gouvernement, à leur conformité à la lettre qui lui fut adressée, en février 2012, par douze chefs de gouvernement européens. Cette lettre contenait des indications visant à accélérer le processus de mise en œuvre d'une politique de libéralisation accrue des services publics et une flexibilisation majeure du marché du travail.

19 *Il Giornale*, 3 juillet 2012.

20 *La Stampa*, 12 décembre 2011.

21 *La Repubblica*, 5 août 2012.

BEPPE GRILLO : LA DÉMOCRATIE RADICALE

Pour ce qui est des velléités de démocratie radicale de Beppe Grillo, elles se situent à l'exact opposé de la conception montienne de la gestion publique. Pour le comique génois, il s'agit en effet, du moins conceptuellement²², d'assumer pleinement un populisme de type rousseauiste, articulé sur les notions de *volonté populaire souveraine*, de *participation de tous à la praxis de l'auto-législation*. À ce titre, le Mouvement 5 étoiles s'inspire ouvertement des théories démocratiques participatives et délibératives. Les premiers pas de Grillo ont d'ailleurs lieu à l'intérieur du système lui-même. Aux commandes du *blog* le plus consulté d'Italie depuis 2000, cette sorte de Coluche transalpin lance, en 2007, sur le modèle des journées délibératives et des *meetups* américains, les *débats programmatiques online*.

Durant huit mois, les sujets soumis à la discussion citoyenne occupent plus de 800 000 personnes. Après quoi, Grillo s'en ira remettre les conclusions des débats²³ au Premier ministre de l'époque, Romano Prodi, qui n'en fera rien²⁴. En réaction, le leader génois organisera à Bologne, le 8 septembre de la même année, une manifestation populaire avec, pour thématiques centrales, l'inéligibilité des candidats ayant fait l'objet d'une condamnation judiciaire en voie définitive, le non-cumul des mandats et la réforme de la loi électorale. Le succès citoyen sera gigantesque : les propositions de Grillo recueilleront près de 400 000 signatures en moins d'une demi-journée. Face à un tel déferlement populaire, les critiques partisans seront unanimes, elles émaneront du centre-droite comme du centre-gauche. Grillo sera qualifié tour à tour de fasciste, de terroriste, de héraut de l'antipolitique, d'histrion vulgaire et manipulateur, d'anarchiste et, naturellement, de populiste. Il est même comparé à Goebels²⁵ et à Mussolini²⁶. La seconde manifestation, organisée en 2008, attirera plus de 100 000 personnes à Turin et plus de 2 millions de participants en connexion simultanée. À cette occasion, Grillo réitérera ses propositions législatives, qui recueilleront près de 600 000 signatures en un jour²⁷. Mais les anathèmes à son encontre continuent de se succéder. Les principaux quotidiens nationaux emboîtent le pas des partis. Les journaux télévisés de Mediaset et de la Rai multiplient les reportages alarmistes sur la véritable nature du phénomène, que l'on compare volontiers aux menaces terroristes des années septante²⁸. Dans la foulée, Beppe Grillo pose sa candidature pour concourir aux primaires du Parti

22 Nous ne nous attarderons pas sur les doutes émis par certains observateurs sur la sincérité de l'action du leader génois. Ni sur ses liens ambigus avec la *Casaleggio Associati*, entreprise spécialisée en communication, éditeur des publications de Grillo, et à laquelle d'aucuns prêtent des visées idéologiques et mercantiles peu recommandables.

23 Ces conclusions avaient notamment trait à la gratuité du système wifi sur l'ensemble du territoire transalpin, au recyclage des déchets et aux énergies renouvelables.

24 La législation italienne prévoit le référendum abrogatif et non pas propositif.

25 La comparaison est de Guido Crosetto, député du Parti de la Liberté. Voir *La Repubblica*, 27 avril 2012.

26 Les propos ont été tenus par le journaliste Giampaolo Pansa. Cf : *Il Fatto quotidiano*, 11 mai 2012.

27 Aujourd'hui encore, ces propositions végètent au Sénat.

28 *Il Riformista*, 11 mai 2012.

démocrate. Sa requête sera refusée car, lui reproche-t-on, il n'est pas membre du parti. Sa demande d'adhésion au parti subira toutefois le même sort.

C'est en réaction au refus du Parti démocrate qu'il crée le Mouvement 5 étoiles et se lance dans la compétition électorale. D'emblée, le succès est éclatant. Mais le véritable triomphe arrive en mai 2012, lors des élections locales. Des maires sont élus dès le premier tour, ainsi que 250 conseillers communaux. À Parme, un informaticien de trente-neuf ans sans cursus politique est élu premier citoyen de la ville à la surprise générale. À Palena, dans les Abruzzes, la campagne électorale victorieuse du nouveau maire coutera 6 400 euros. L'ensemble des dépenses électorales sont placées en ligne sur le site du Mouvement. De manière générale, les candidats présentés sont des néophytes, la plupart des militants ont moins de quarante ans. Leur niveau d'instruction est plus élevé que la moyenne nationale, les équipes dirigeantes du Mouvement et les collaborateurs des élus sont recrutés sur la base d'un CV transmis via le Net. Les interviews écrites et télévisées sont proscrites. Le Net et les rencontres de terrain sont les seuls médiums autorisés par Grillo.

Pour ce qui est de la sociologie électorale, la droite et la gauche fournissent les électeurs en parts presque égales, mais le pourvoyeur principal est l'immense réserve d'abstentionnistes. *Nous remplissons un vide qui, en France ou en Grèce, est rempli par l'extrême droite*, se plaît à déclarer Beppe Grillo. Qui récuse par ailleurs l'idée d'être un leader, un chef charismatique. *Si vous croyez aux bienfaits d'un meneur*, dit-il à ses troupes, *vous n'avez rien compris*. Aux électeurs : *si c'est moi que vous votez, vous êtes des enfants et méritez la classe politique sclérosée et corrompue qui vous dirige actuellement ; vous devez être les leaders de vous-mêmes*.

Fort de sa notoriété, Grillo se veut mégaphone, une caisse de résonance au service d'un projet citoyen : la réappropriation sociale de la gestion politique — des citoyens qui s'occupent de la gestion publique au service d'autres citoyens. Le projet est clair comme de l'eau de roche, vieux comme la démocratie elle-même, il s'inscrit, philosophiquement, dans le prolongement de la philosophie révolutionnaire de 1789. *Ce n'est pas un changement politique*, claironne-t-il, *mais une révolution culturelle*. Grillo et ses troupes veulent démontrer que la participatie est dépassée, qu'elle repose sur une gabegie des deniers publics dont les citoyens pourraient se passer. Aussi refusent-ils d'encaisser les près de 2 millions d'euros auxquels ils ont droit au titre du financement public des partis. Les quatre conseillers régionaux du Mouvement ont volontairement ramené leur salaire mensuel de 10 000 à 2 500 euros. Le surplus est versé sur un compte consultable par tous et utilisé au profit d'actions citoyennes. *Nous voulons être un exemple de gestion citoyenne au service des citoyens*, a récemment déclaré Federico Pizzarotti, le maire fraîchement élu de Parme. *Un exemple pour l'Italie et pour l'Europe*²⁹.

29 *Il Corriere della Sera*, 21 mai 2012.

L'AVENIR : DÉMOCRATIE IDENTITAIRE OU CONSTITUTIONNELLE ?

Les derniers sondages accordent au Mouvement 5 étoiles entre 20 et 23 % des intentions de vote³⁰. Si ces prévisions étaient électoralement confirmées, le Mouvement deviendrait la deuxième force politique du pays, à moins de deux points du Parti démocrate. En homme de spectacle avisé, utilisant à merveille la rhétorique classique de l'antisystème, l'offre politique dite populiste de Beppe Grillo répond indéniablement à une demande de réappropriation sociale (ou, du moins, d'encadrement social) de la gestion publique, ainsi qu'à une moralisation accrue de son exercice. Le populisme grillien est un retour à l'idée que l'exercice démocratique est également substance, qu'il implique la pleine présence du peuple comme source de souveraineté, comme origine et fondement du pouvoir. C'est aussi à une demande de moralisation accrue que répond, à sa manière, le gouvernement apolitique, technocratique de Mario Monti, en plaidant toutefois pour une démocratie davantage constitutionnelle qu'identitaire. Le débat est d'importance. En ce sens, et d'un point de vue strictement conceptuel, il sera intéressant d'observer la réponse que fourniront les partis, dans les mois à venir, au populisme et l'*apolitisme* afin de tenter d'endiguer, autant que faire se peut, la crise de la représentativité démocratique. ■

Bibliographie de l'auteur

Italie, une démocratie pervertie ?, essai, Edern éditions, mai 2011.

L'audition du docteur Fernando Gasparri, roman, Grand Miroir, 2011 (finaliste Prix Première 2012, lauréat du prix Saga Café 2012, prix Emma Martin 2012).

Bunga bunga, mode d'emploi, essai, Renaissance du Livre, 2012.

³⁰ Source : Istat.